



Fiche documentaire n° 9: Insécurité économique dans les pays riches

L'Europe occidentale est toujours en tête, mais perd du terrain

Les pays riches offrent généralement plus de sécurité économique que les autres, mais beaucoup offrent moins que ce que pourrait permettre leur revenu. Et il y a eu incontestablement du terrain perdu, car de nombreuses formes d'insécurité se répandent en raison des changements de politique et des effets de la mondialisation. Comme le conclut le rapport de l'OIT, «la richesse, semble-t-il, n'engendre pas la sécurité».

Selon le rapport de l'OIT, le signe principal de l'accroissement de l'insécurité économique dans les pays industrialisés à l'époque de la mondialisation est que non seulement les taux de croissance économique ont baissé en moyenne, mais les fluctuations de ces taux ont augmenté (chapitre 2).

D'autres signes inquiétants sont principalement dus au caractère changeant des régimes de sécurité sociale, aux marchés du travail plus flexibles et informels et à une forte augmentation du degré de stress lié au travail (chapitre 7).

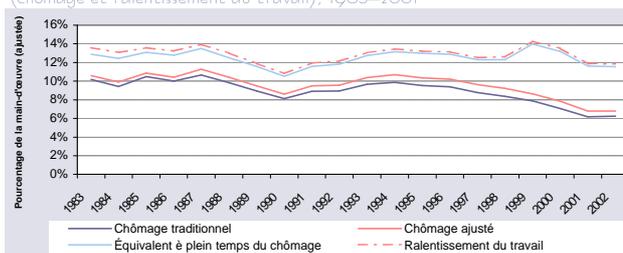
Parmi les constatations plus pertinentes de l'analyse de l'OIT, on peut citer les suivantes:

- Les pays d'Europe occidentale obtiennent généralement les meilleurs résultats au regard de l'indice de la sécurité économique, et ils sont plus nombreux à entrer dans la catégorie des pays «exemplaires» ou «en pointe» que ceux de toute autre région (chapitre 11).
- S'il y a eu un démantèlement des réglementations protectrices, au nom de la flexibilité, les réglementations privées se sont aussi répandues, dans la mesure où beaucoup de politiques sont ajustées pour répondre aux attentes des institutions qui fixent les «quotas» de crédit (chapitre 2).
- L'inégalité du revenu a augmenté dans les pays riches, tant au niveau individuel qu'à celui de la répartition entre le capital et le travail. L'impôt sur le capital a chuté, tandis qu'il a augmenté sur le travail, et il y a eu une hausse des subventions en faveur du capital.
- La sécurité du revenu des personnes âgées a baissé dans beaucoup de pays d'Europe et d'autres pays industrialisés, même si les pays d'Europe occidentale obtiennent les meilleurs résultats en moyenne au regard de l'indice de la sécurité du revenu des personnes âgées établi par l'OIT (chapitre 4). Les taux de pauvreté des personnes âgées ont augmenté (voir la fiche documentaire n° 2), tandis que les réformes des régimes de pension ont généralement accentué l'inégalité de revenu parmi les personnes âgées. La sécurité du revenu des femmes âgées s'est

peut-être améliorée par rapport à celle des hommes.

- Les systèmes d'indemnités de chômage dans les pays riches régressent (chapitre 3). Dans la plupart des pays industrialisés, seule une minorité des chômeurs perçoivent effectivement des indemnités de chômage. Et dans beaucoup de pays, pour ceux qui en perçoivent, les périodes sont plus courtes et ils perçoivent moins.
- La désindustrialisation s'est accélérée dans les pays industrialisés, les emplois de fabrication à plein temps diminuent, tandis que se répandent les emplois à temps partiel offrant moins de sécurité.
- Le changement explicite le plus important en Europe occidentale a été le déclin de la sécurité du marché du travail, démontré non pas tant par les niveaux de chômage apparent, mais par un nouvel indice de ce que le rapport de l'OIT appelle un *taux de ralentissement du travail*, qui prend en compte l'emploi à temps partiel involontaire et le chômage déguisé. Le taux de ralentissement du travail est considérablement plus élevé que les taux de chômage officiels.

Union européenne* : Indicateurs de l'insécurité du marché du travail (chômage et ralentissement du travail), 1983-2001





Note: UE à 12: Belgique, Danemark, Espagne, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, République fédérale d'Allemagne et Royaume-Uni.

Source: Données de l'enquête EUROSTAT sur la main-d'œuvre.

- Le rapport de l'OIT donne à penser que les mesures de la sécurité du marché du travail devraient tenir compte du grand nombre de chômeurs ou de chômeurs potentiels qui sont incarcérés. Cela peut affecter en particulier les résultats aux États-Unis, où il y a en permanence plus de 2 millions de personnes en prison (chapitre 5).
- L'OIT estime un indice de la sécurité du marché du travail, et constate que les pays classés au regard de cet indice ne sont pas les mêmes que ceux classés suivant le taux de chômage (chapitre 5). Les pays qui obtiennent de bien meilleurs résultats au regard de l'indice de la sécurité du marché du travail sont la Suède, le Royaume-Uni, le Canada et la Finlande.
- La sécurité de l'emploi a baissé dans les pays industrialisés au cours des deux décennies passées (chapitre 6). Un plus grand nombre de travailleurs ont des contrats à court terme, un plus grand nombre sont dans des petites entreprises qui ont une probabilité plus élevée de faire faillite ou de fermer, et il y a eu une augmentation de l'externalisation des activités.
- Néanmoins, presque tous les pays qui sont en pointe au niveau de la sécurité de l'emploi sont en Europe occidentale.
- L'insécurité au travail (accidents et mauvaise santé liés au travail) demeure sérieuse dans les pays riches mais a pris de nouvelles formes ces dernières années (chapitre 7). Le rapport montre que le stress et les blessures liés à une intensité de travail excessive sont devenus plus importants. Cependant, une fois encore, tous les pays en pointe au niveau de la sécurité au travail sont en Europe occidentale.
- S'agissant de la sécurité des compétences (la possession de compétences et la possibilité de les utiliser), le fait le plus frappant est qu'il n'y a pas de statistiques nationales, même dans les pays nantis, de l'étendue des compétences parmi la population. Le rapport de l'OIT loue certaines tentatives récentes visant à corriger cette situation, mais souligne qu'il reste beaucoup à faire.
- Enfin, le rapport note (chapitre 12) qu'il existe un fort soutien en faveur du principe d'un revenu minimum garanti, ce que montrent des travaux de recherche au Canada, en Pologne et aux États-Unis. Le rapport se félicite de l'existence du Fonds permanent pour l'Alaska en tant que moyen d'améliorer la sécurité du revenu. Il critique par ailleurs l'utilisation largement répandue de subventions, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, qui n'améliorent en rien la sécurité des travailleurs.